



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

COPIE

Annecy, le 21 juin 2019

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2019-0086

Portant prescriptions concernant la mise en sécurité du site de la société RECTIPHASE à Annecy-Pringy après sa mise à l'arrêt définitif

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-2, R.512-66-2 et R.512-39-3,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués, établie par le Ministère en charge de l'Environnement, en avril 2017

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-3172 du 26 octobre 2007 autorisant l'exploitation d'installations classées par la société RECTIPHASE dans son établissement situé en zone industrielle 74 370 Pringy et réglementant cette exploitation,

VU le courrier du 2 décembre 2013 par lequel la société RECTIPHASE déclare la cessation définitive de l'activité de métallisation par projection de métal fondu dans son établissement de Pringy,

VU le courrier du 19 octobre 2015 par lequel le Préfet prend acte de la cessation d'activité de métallisation par projection de métal fondu, par la société RECTIPHASE, dans son établissement de Pringy,

VU le courrier du 13 avril 2018 par lequel l'activité RECTIPHASE déclare la cessation d'activité de son établissement d'Annecy-Pringy au titre de la législation des installations classées, en application des dispositions de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement,

VU le rapport d'études transmis le 15 janvier 2019 intitulé : Plan de gestion, Partie 1 – Diagnostic de l'état des milieux, référencé CESICE170634 / RESICE07217-04 – TGI-VPd-BJc-EDu/ABi/Spé daté du 8 janvier 2019,

VU le rapport d'études transmis le 15 janvier 2019 intitulé : Plan de gestion, Partie 2 – Calcul des risques sanitaires, référencé CESICE170634 / RESICE07217-04 – Edu/CLD-ABi/Spé daté du 14 janvier 2019,

VU le rapport d'études transmis le 15 janvier 2019 intitulé : Plan de gestion, Partie 3 – Définition des zones sources et plan de gestion à l'échelle du site, référencé CESICE170634 / RESICE07217-04 – TGI-ABi/ABi-JV/SPé daté du 14 janvier 2019,

VU l'avis de l'Agence Régionale de Santé du 18 mars 2019,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 9 avril 2019,

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 23 mai 2019,

CONSIDERANT qu'au vu des résultats des études précitées traduisant, dans le sous-sol de l'ancien établissement de la société RECTIPHASE à Annecy-Pringy, la présence de pollutions importantes notamment en PCB, hydrocarbures, dioxines furannes, composés organiques halogénés volatils, la mise en sécurité du site, prescrite par le paragraphe III de l'article R.512-66-1 du code de l'environnement, doit être réalisée selon les dispositions de l'article R.512-39-3 de ce même code, applicable aux installations soumises à autorisation préfectorale,

CONSIDERANT que l'impact sur les eaux souterraines et les gaz du sol des pollutions mises en évidence dans le sous-sol de l'ancien établissement de la société RECTIPHASE à Annecy-Pringy nécessite une surveillance immédiate de ces milieux, à une fréquence trimestrielle,

CONSIDERANT que le plan de gestion constitué des trois rapports précités transmis le 15 janvier 2019 doit être complété pour garantir la mise en sécurité de l'ancien établissement de la société RECTIPHASE à Annecy-Pringy, notamment par :

- des éléments complémentaires concernant l'utilisation des eaux souterraines en aval hydraulique,
- la délimitation du panache des polluants dans les eaux souterraines et l'air du sol,
- la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires sur site et hors site, avant travaux, avec les connaissances relatives à l'utilisation des eaux souterraines en aval hydraulique du site, la connaissance du panache des polluants dans les eaux souterraines et l'air du sol ainsi que les premiers résultats de la surveillance des milieux,
- un plan de conception des travaux qui propose, sur la base des résultats des essais comparatifs des différents moyens de traitements des pollutions envisagés, un scénario de dépollution du site,
- la fixation de concentrations maximales admissibles dans les milieux impactés ou susceptibles de l'être, sur site et hors site, portant sur les principaux polluants mis en évidence par les investigations de terrain,
- la proposition d'un programme de surveillance des milieux potentiellement impactés.

SUR la proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture,

A R R E T E

Article 1 – Généralité

La société RECTIPHASE, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est établi au 399 route de la Gare - PRINGY - 74370 ANNECY mettra en œuvre en application des dispositions de l'article R.512-66-2 du code de l'environnement, les dispositions du présent arrêté dans le cadre de la mise en sécurité de son usine sise à la même adresse, suite à la cessation définitive de ses activités.

Article 2 – Procédure

L'exploitant appliquera, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité de son usine précitée, les dispositions applicables aux établissements soumis à autorisation prescrites par l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Article 3 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant doit surveiller la qualité des eaux souterraines dans l'emprise de son ancien établissement et dans son environnement, à une fréquence trimestrielle, à compter du 2^e trimestre 2019 inclus, conformément aux dispositions précisées dans le tableau ci-après.

Piézomètres représentés sur le plan en annexe 1	Paramètres et concentrations à mesurer conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur						
	pH, conductivité	PCB 7 congénères	TPH C5-C40	COHV listés en annexe 3	BTEX	Chlorobenzène _s	PCDD/F, PCB DL
PZ6'	X	X	X	X	X	X	
PZP1	X	X	X	X	X	X	X
PZ2	X	X	X	X	X	X	X
PZ3	X	X	X	X	X	X	X
PZP3bis	X	X	X	X	X	X	X
PZ4	X	X	X	X	X	X	
PZ5	X	X	X	X	X	X	X
PZ14	X	X	X	X	X	X	X
PZ23	X	X	X	X	X	X	
PZ25	X	X	X	X	X		
PZ30	X	X	X	X	X	X	X
PZ32	X	X	X	X	X	X	X
PZ20	X	X	X	X	X	X	X
PZ21	X			X			
PZP4	X	X	X	X	X	X	X
PZP5	X	X	X	X	X	X	X
PZP6	X	X	X	X	X	X	X
PZP7	X	X	X	X	X	X	X

L'exploitant mettra en place les ouvrages supplémentaires nécessaires à la délimitation du panache de pollution dans la nappe, dans le cadre des dispositions prescrites par l'article 5.

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614. Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eaux souterraines suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615.

Les forages d'une profondeur supérieure à 10 mètres devront faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de la DREAL, au titre de l'article L411-1 du code minier. Les autres ouvrages seront déclarés auprès du BRGM afin qu'ils soient répertoriés dans la base de données BSS.

Les résultats des analyses et des mesures du niveau piézométrique seront transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 2 mois après leur réalisation avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution de la situation.

La liste et le positionnement des ouvrages suivis ainsi que la liste des composés analysés pourront être modifiés, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées ou à

la demande de l'inspection des installations classées. Cette disposition sera appliquée notamment :

- dans le cadre de la délimitation de l'emprise du panache,
- en cas de présence récurrente de phase dans certains ouvrages,
- lors de réalisation d'essais pilotes susceptibles de rendre certains ouvrages temporairement ou définitivement inutilisables.

Article 4 – Surveillance des gaz du sol

L'exploitant doit surveiller la qualité des gaz du sol dans l'emprise de son ancien établissement et dans son environnement, à une fréquence trimestrielle à compter du 1^{er} trimestre 2019 inclus, conformément aux dispositions précisées dans le tableau ci-après.

Piézairs, cannes-gaz, subslabs représentés sur le plan en annexe 2	Concentrations à mesurer conformément aux méthodes de référence et aux normes en vigueur				
	TPH C5-C16	COHV listés en annexe 3	BTEX	Chlorobenzénés	PCB *
Pzair1	X	X	X	X	X
Pzair2	X	X	X		X
Pzair3	X	X	X		X
Pzair4	X	X	X	X	X
Pzair5 (subslab)	X	X	X	X	X
Pzair6					X
Pzair7					X
Pzair8	X	X	X		X
Pzair9	X	X	X	X	X
Pzair10	X	X	X	X	X
Pzair11	X	X	X		X
Pzair12	X	X	X	X	X
CGA	X	X	X	X	X
CGB	X	X	X	X	X
CGC	X	X	X	X	X
CGD	X	X	X	X	X
CGE	X	X	X	X	X
CGF	X	X	X	X	X
CGG	X	X	X	X	X

* PCB. Dans ce cadre, un protocole sera élaboré afin de retenir les congénères pertinents pour l'évaluation des risques sanitaires. Ce protocole ainsi que ses justifications seront joints aux résultats de la première campagne d'analyses.

L'exploitant mettra en place les ouvrages supplémentaires nécessaires à la délimitation du panache de pollution dans l'air du sol, dans le cadre des dispositions prescrites par l'article 5.

Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 2 mois après leur réalisation avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur l'évolution de la situation.

La liste et le positionnement des ouvrages suivis ainsi que la liste des composés analysés pourront être modifiés, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées ou à la demande de l'inspection des installations classées. Cette disposition sera appliquée notamment :

- dans le cadre de la délimitation de l'emprise du panache,
- lors de réalisation d'essais pilotes susceptibles de rendre certains ouvrages temporairement ou définitivement inutilisables.

Article 5 – Mise à jour de l'étude de sol

L'exploitant transmettra au préfet avec copie à l'inspection des installations classées, avant le 31 octobre 2019, la mise à jour du plan de gestion objet des trois rapports précités transmis le 15 janvier 2019. Cette mise à jour intégrera notamment les résultats d'essais pilotes nécessaires à l'évaluation de l'efficacité des techniques de dépollutions retenues ainsi que les résultats de la surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol sur les 3 premiers trimestres de l'année 2019. La mise à jour comprendra notamment les éléments suivants :

- les résultats d'un complément d'enquête de quartier destinée à recenser les captages d'eaux souterraines dans une emprise de 300 mètres en aval hydraulique de l'établissement. Si un captage était détecté, des analyses seraient réalisées afin de déterminer un éventuel impact du site et de statuer sur la possibilité de poursuivre l'utilisation des eaux souterraines,
- la détermination de l'emprise du panache des polluants provenant de l'établissement,
- la mise à jour de l'évaluation des risques sanitaires sur site et hors site, avant travaux, sur la base :
 - des compléments apportés par l'enquête de quartier précitée,
 - de la connaissance de l'emprise du panache des polluants,
 - des premiers résultats de la surveillance périodique de ces milieux, décrite ci-après, portant notamment sur les PCB dans l'air du sol,
- un plan de conception des travaux proposant les techniques à mettre en œuvre, sur la base des résultats :
 - des analyses disponibles concernant les milieux exposés à la pollution du site,
 - de la surveillance périodique des milieux, objet des articles 3 et 4,
 - des pilotes de traitement,

les techniques à mettre en œuvre pour la dépollution du site.

Ce plan devra justifier, le cas échéant sur la base des résultats pilotes, que les techniques retenues :

- limitent au maximum la migration des polluants en dehors de l'emprise du site,
- présentent une efficacité optimale en termes d'abaissement des quantités et des concentrations de polluants à des coûts environnementaux et financiers supportables. Dans ce cadre, les résultats du traitement sur les dioxines et furanes fera l'objet d'une présentation spécifique,
- permettent d'atteindre, à l'extérieur de l'emprise de l'établissement, des concentrations résiduelles en polluants dans les différents milieux vulnérables inférieures aux valeurs de gestion définies par la méthodologie nationale précitée et garantissant un impact sanitaire acceptable pour les usages dont ils font l'objet et pour les occupations des sols constatées. Si ces valeurs n'étaient pas atteintes, le plan de gestion devrait être modifié, de façon itérative, pour prévoir une dépollution plus approfondie ou, le cas échéant, complété par

de nouvelles mesures constructives ou la prise en compte d'usages moins sensibles des milieux,

- o permettant d'atteindre à l'intérieur de l'emprise de l'établissement, des concentrations résiduelles en polluants dans les différents milieux vulnérables inférieures aux valeurs de gestions définies par la méthodologie nationale et garantissant un impact sanitaire acceptable pour une occupation du site par des activités industrielles, artisanales ou commerciales. Si ces valeurs n'étaient pas atteintes, le plan de gestion devrait être modifié, de façon itérative, pour prévoir une dépollution plus approfondie ou, le cas échéant, complété par de nouvelles mesures constructives ou la prise en compte d'usages moins sensibles des milieux. Des évaluations seront réalisées avec des modèles permettant de quantifier les risques sanitaires pour tous les types de bâtiment industriels ou commerciaux susceptibles d'être construits sur le site. En première approche, un facteur d'atténuation de 5 % sera appliqué,
- sur site, la fixation de concentrations maximales admissibles (CMA) dans les milieux impactés ou susceptibles de l'être, pour les COHV, les BTEX, les dioxines furanes et PCB-DL. Le non-abaissement des concentrations initiales devrait être justifié,
- hors site, la fixation de CMA pour les PCB, les hydrocarbures, COHV, les BTEX, les dioxines furanes et PCB-DL,
- la proposition d'un programme de surveillance des milieux potentiellement impactés. Ce programme qui a vocation à se substituer à celui faisant l'objet des articles 3 et 4, pourra être évolutif et ne porter, après traitement du site, que sur le panache résiduel de pollution.

Les résultats seront présentés sur des cartes et des plans permettant notamment de visualiser clairement les zones de pollutions et les zones d'impact.

Dans l'attente de la mise à jour du plan de gestion, les CMA proposés par les documents transmis le 15 janvier 2019 : 150 mg/kg en PCB et 1300 mg/kg en HCT sont retenus. Ces valeurs pourront, le cas échéant, dans le cadre de la mise à jour du plan de gestion, être abaissées, au vu des CMA proposées pour les autres polluants et de l'évaluation des performances des techniques de dépollution retenues.

Article 6 – Notification et recours

Le présent arrêté sera notifié à la société RECTIPHASE.

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée devant le tribunal administratif de Grenoble, par le biais du portail « Telerecours citoyens », accessible au public à l'adresse suivante; www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie déléguée de PRINGY – ANNECY et peut y être consultée,

- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie déléguée de PRINGY - ANNECY pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- l'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 8 – Application

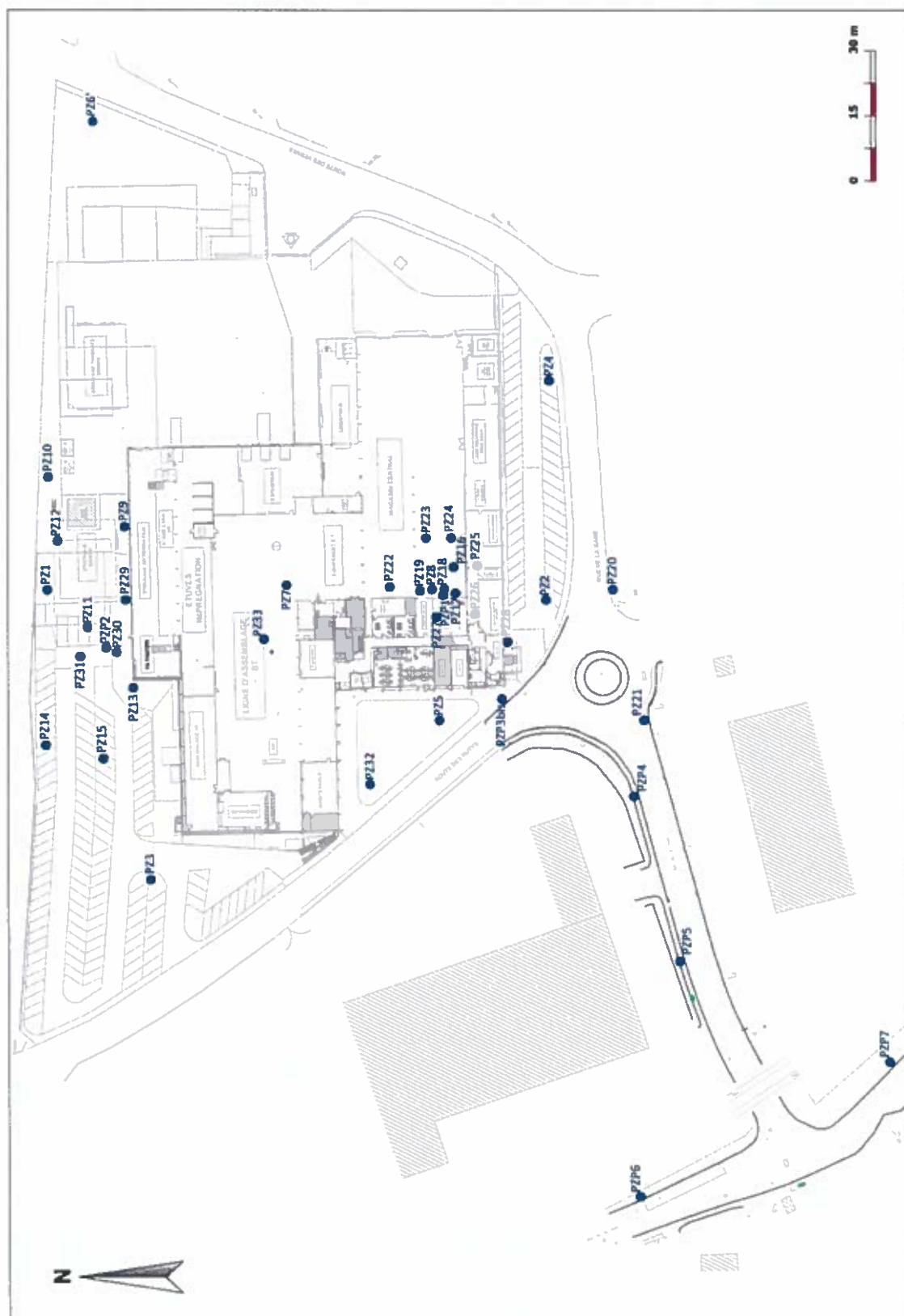
Madame la Secrétaire Générale de la préfecture et Madame la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire d'Annecy et au maire de la commune déléguée de Pringy.

Pour Le préfet,
La secrétaire générale,



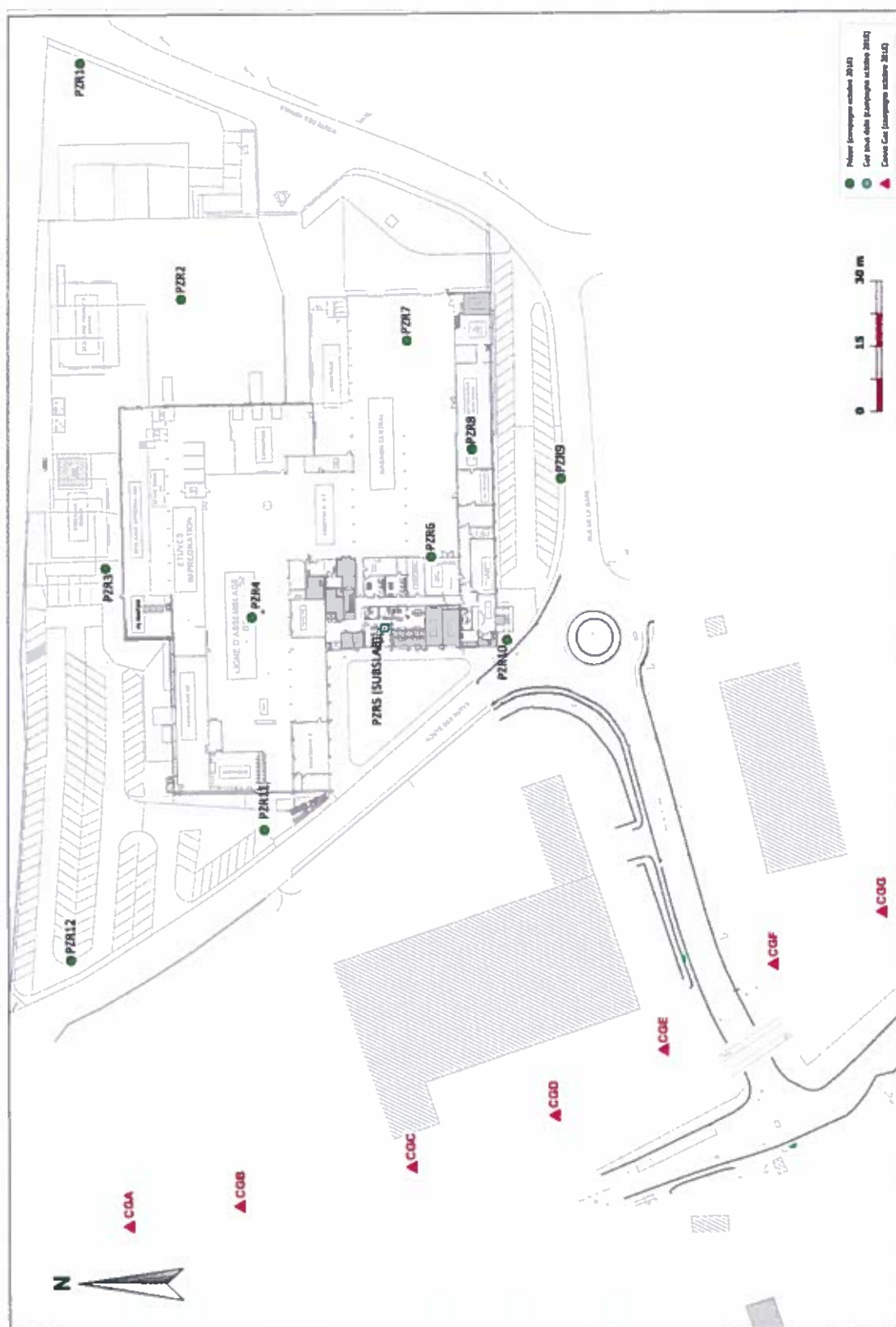
Florence GOUACHE

Implantation des piézomètres



Annexe 2 à l'arrêté préfectoral n°PAIC-2019-0086 du 21 juin 2019

Implantation des points de mesures des gaz du sol



Liste des COHV à rechercher dans le cadre des prescriptions des articles 3 et 4

- Tétrachlorométhane
- Trichlorométhane
- Dichlorométhane
- Hexachloroéthane
- Pentachloroéthane
- 1,1,2,2 tétrachloroéthane
- 1,1,1,2 tétrachloroéthane
- 1,1,1-Trichloroéthane
- 1,1,2-Trichloroéthane
- 1,1-Dichloroéthane
- 1,2-Dichloroéthane
- Perchloroéthylène
- Trichloréthylène
- Trans-1,2-Dichloroéthylène
- cis-1,2-Dichloroéthylène
- 1,1- Dichloroéthylène
- Chlorure de Vinyle